

ATELIERS SUR LES MIGRATIONS AFRICAINES
COMPRENDRE LA DYNAMIQUE DE LA MIGRATION SUR LE CONTINENT
Centre d'Etudes de la Migration, Université du Ghana, Legon et Institut International de la
Migration, James Martin 21st Century School, Université d'Oxford
18 – 21 septembre 2007
Alisa Hotel, Northridge, Accra, Ghana

Le statut nomade des peuples africains dans la région australe : une entrave ou une tactique au développement ?ⁱ

Par Innes Raimundo

Mots clés : Afrique australe, Migration, Transfrontalier, Migration de travail, Fuite des cerveaux, transferts et Xénophobie.

Résumé :

Dès les premiers contacts avec les européens, les américains, les indiens et les africains arabes ont été exposés à une mobilité permanente. On peut dire qu'ils n'ont jamais connu une vie sédentaire. Des études ont montré que par le passé, la migration en Afrique australe est essentiellement liée à des raisons commerciales et de travail et à la brutalité du colonialisme qui a poussé les populations à fuir le système colonial. Si la mobilité a par le passé profité aux états coloniaux à travers l'esclavage, la main d'œuvre bon marché et les paiements différés, il paraît à présent que la migration continue à jouer le même rôle à travers la perte des compétences pendant et après la formation professionnelle au profit des pays d'accueil. Parmi les pays d'Afrique australe, la République Sud-africaine est devenue la terre d'accueil tant de la main d'œuvre qualifiée et de la main d'œuvre non qualifiée venues de tous les pays d'Afrique subsaharienne, ainsi que de l'Asie. Dans le même temps, l'Afrique du Sud est également victime de l'émigration des compétences formées sur le plan national. Le problème est complexe. Le pire est que les données sur les immigrants sont non seulement obsolètes, mais il n'existe pas de base de données précise. Alors que peut-on faire ? La présente communication vise à discuter l'évolution de la migration internationale dans la région d'Afrique australe. Elle comprend des études réalisées par le Projet de Migration d'Afrique australe au Botswana, au Lesotho, au Malawi, au Mozambique, en Namibie, en Afrique du Sud, au Swaziland et au Zimbabwe.

1. Introduction

"Nous avons perdu une jeune femme en Afrique du Sud. Nous avons cotisé 3.500 Rands (500 \$ US) mais il nous faut 5.000 Rands (714 dollars). Nous voulons ramener le corps à ses parents au Zimbabwe. Mais c'est difficile," Joyce Dube, directrice de l'Institut des Femmes d'Afrique australe, chargé des questions de migration (SAWIMA), Mai 2007).ⁱⁱ

"Cet argent peut aider les parents de la défunte pendant trois ou quatre mois. Ils leur envoient plutôt un corps dans un cercueil," Steve Shumba.ⁱⁱⁱ Comme des centaines de milliers d'autres migrants de la région de la SADC, la femme est venue en Afrique du Sud, la puissance économique du continent, à la recherche de pâturages plus verdoyants".

L'Afrique australe est bien plus qu'une région limitée par l'Océan Atlantique et les prairies tropicales au nord-ouest et par l'Océan Indien au nord-est. Elle a une histoire différente de celle de la zone intertropicale qui traverse le continent vers le nord, comme l'a souligné Thompson (1996). C'est une région qui se targue d'avoir une cohésion économique, politique et sociale mise au service d'une coopération et d'une intégration accrue, comme l'ont fait noter Klareen et Rutinwa (2004 : 1) dans leur 1^{er} rapport dans le Dialogue sur la Migration pour l'Afrique australe. C'est surtout une région qui a une longue histoire de migration intra régionale de travail qui remonte au milieu du 19^e siècle (Black et al 2006:80).

La région d'Afrique australe a deux organisations économiques qui comptent plus de 10 états membres, à savoir la Communauté de Développement d'Afrique australe (SADC) et le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA). Les deux organisations visent un but commun qui est celui de réduire la pauvreté et maintenir la stabilité politique, et sont fortement engagées à la mobilité de la population.

Comme l'ont souligné dans leur rapport Klareen et Rutinwa, l'engagement des états de la SADC se reflète dans une série de Traités dont ils sont signataires. Le Protocole relatif à la migration transfrontalière des populations de la SADC (dénommé le projet de Protocole de Libre circulation de 1995) doit beaucoup plus aux réalités du précédent protocole européen (Schengen) et très peu aux réalités politiques et économiques de la région. En conséquence, le Protocole (et une version amendée appelée le 'Protocole de Facilitation de Circulation') fut rejeté par certains états dans la région (surtout les pays d'accueil des migrants).

En ma qualité de partenaire et de chercheur de la SAMP nationale du Mozambique, je suis bien placé pour dire que la SAMP en tant qu'institution de recherche a beaucoup œuvré pour influencer la décision des états d'Afrique australe de disséminer leur politique et leurs règlements ou lois en matière de migration. J'ai au cours de cette année pris part à plusieurs réunions consacrées aux questions de migration. En mars, j'ai organisé l'atelier national sur la migration, dont l'objectif est de discuter avec le public intéressé, les résultats de la SAMP liés au Mozambique ainsi que la politique de la SAMP. Des universitaires décideurs, le FNUAP, des agents chargés de programme de l'OIM ainsi que des organisations de la société civile, des agents des douanes et des organisations des femmes y ont pris part. En mai, j'ai eu le privilège de prendre part à Maputo à l'atelier pour la vulgarisation de la Loi sud africaine de 2002 sur la Migration, un atelier organisé par le Ministère de l'Intérieur du Mozambique et le Département sud africain des Affaires Intérieures. J'ai également pris part à Johannesburg à l'atelier sur "Les femmes migrantes et l'impact des transferts dans la région de la SADC", organisé conjointement par l'Institut de Recherche Internationale et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme et l'Institut Sud africain des Affaires Internationales (SAIIA) à l'Université Witwatersrand d'Afrique du Sud. Ces récents événements ont montré que la question de la migration a acquis de l'intérêt en tant que domaine d'étude ou comme une question politique et économique. Toutes ces réunions ont impliqué divers acteurs et ont permis de montrer que les états de la SADC "ne sont pas assis là à attendre que la caravane passe" en ce qui concerne la migration.

A ce stade, deux questions ont révélé les faiblesses des études de la SAMP, à savoir : tout d'abord, la concision des études au sein des pays Lusophones et Francophones d'Afrique australe et, deuxièmement la plupart des études entreprises au cours des dix années d'existence de la SAMP ont l'Afrique du Sud comme noyau en ce sens que seule l'Afrique du Sud a été la principale victime de l'immigration illégale. Si nous prétendons avoir une vraie image de la migration d'Afrique australe, il conviendrait de voir dans les deux directions. Par exemple, le second recensement national de la population et des logements, conduit en 1997 par l'Institut

National de la Statistique (voir INE 1999) a révélé qu'il y avait environ 3.000 sud africains dans la province de Niassa, une province située loin de Maputo la capitale de la république et sans aucune frontière commune avec l'Afrique du Sud. Alors qu'est-ce qui s'est passé au cours de leurs dix années de résidence, et qu'en est-il des autres provinces ? Les médias mozambicains ont également rapporté d'autres mouvements de sud africains qui sont illégalement passés au Mozambique par la mer, pour – semble-t-il – travailler comme pêcheurs ou chauffeurs, etc. A part la fuite des cerveaux, quelle est la contribution de ces immigrants pour leu pays ?

2. Données : une vue d'ensemble

Je travaille avec des données recueillies par des rapports de la SAMP, du GCIM^{iv} et du FNUAP, et avec quelques déclarations faites au cours des récentes réunions dont j'ai parlé plus haut, ainsi qu'avec certaines études entreprises par divers experts en migration ; des données dont la plupart sont recueillies et projetés avant 2000 ou après, et dont certaines n'avaient aucun rapport avec les événements actuels. Des événements tels que : ceux qui sont au Mozambique qui a achevé son mouvement de rapatriement après la longue guerre civile en 1994 et l'Angola en 2005, au moment où le Malawi ne sert plus de refuge aux mozambicains ; et inversement, au moment où les malawites viennent au Mozambique à la recherche de terre.^v

Tout le monde sait que plusieurs événements se sont produits dans la région après 2000, tels que la fin de la guerre civile en Angola, le rapatriement des réfugiés et la crise politique et économique au Zimbabwe depuis 2000. Le rapport 2006 de FNUAP a révélé que les femmes zimbabwéennes sont en train de trouver des moyens ingénieux d'augmenter leur revenu familial en achetant des marchandises du Mozambique, d'Afrique du Sud, de la République Unie de Tanzanie et de la Zambie comme commerçants transfrontaliers pour les revendre dans leur propre pays où l'inflation galopante a mis les biens de consommation au-delà de la bourse de l'acheteur moyen.

Autres événements, les accords bilatéraux relatifs aux expansions de visa, signés par différents pays d'Afrique australe tels que le Mozambique et l'Afrique du Sud ; l'accord est entré en vigueur à partir de mai 2005 ; entre le Mozambique et le Swaziland et entré en vigueur à partir d'octobre 2006, etc.; et la nouvelle loi sud africaine de 2002 sur l'immigration. La situation pourrait avoir réduit le nombre de personnes qui ont l'habitude de traverser les frontières illégalement. Toutefois, selon les informations recueillies durant l'atelier national sur la migration, organisé le 16 mars 2007 à Maputo et l'atelier sur la dissémination de la loi sud africaine de 2002 sur l'immigration, organisé le 29 mars 2007 à Maputo, les mozambicains qui vont faire des travaux saisonniers dans des plantations dans la province de Mpumalanga (Afrique du Sud) ont prolongé leur séjours sans autorisation parce qu'ils attendent leurs salaires, puisqu'ils sont payés après 30 jours de travail. Cet état de choses a conféré aux employeurs un certain avantage puisqu'ils ne payent pas ces illégaux et appellent la police pour les arrêter et les déporter.

Les données recueillies par l'intermédiaire de la SAMP ou d'autres sources académiques proviennent d'études aléatoires sur des questions spécifiques et dans certains cas, d'enquêtes nationales. Au Mozambique, en raison du coût élevé de la conduite d'une enquête nationale, les rares études de la SAMP n'étaient menées que dans des régions spécifiques. Pour le moment, seule une étude relative à la migration et à la pauvreté représentait une enquête nationale et elle ne fut prise en compte que pour une seule province. Il semble que c'est seulement l'Afrique du Sud qui a utilisé ses données recueillies des services de l'immigration, bien qu'elles ne concerne que les personnes qui ont traversé les frontières en situations régulières dans un pays qui compte

53 frontières terrestres, 10 aéroports et 7 ports maritimes (Département des Affaires Intérieures, 2007). En général, les études sur la migration auxquelles j'ai eu accès affirment ce qui suit :

- a) Il n'existe généralement pas de données sur la migration dans les pays de la région étant donné que les conditions pour stocker et enregistrer le nombre de personnes qui voyagent ne sont pas réunies pour les départements de l'immigration. Récemment (il y a seulement trois ans) au Mozambique, seules deux frontières ont introduit un système informatique pour recueillir les données, notamment l'Aéroport international de Maputo et la frontière de Ressano Garcia qui jouxte le territoire sud africain. Par conséquent, plus de cinquante frontières qui lient le Mozambique aux pays voisins continuent par utiliser des méthodes manuelles d'enregistrement des entrées et des sorties.
- b) Des données relatives aux deux pays lusophones d'Afrique australe que sont l'Angola et le Mozambique sont gardées au Portugal, mais elles nécessitent une autorisation officielle pour être utilisées. A part cela, l'Angola et le Mozambique sont sous-représentés dans les études de la SAMP ;
- c) Les données sur la migration contiennent de nombreuses inexactitudes ;
- d) Les taux de migration sont suggérés par les comptes démographiques alors que la migration nette était simplement calculée comme un écart. Ainsi, les responsables ne connaissent pas la destination des émigrants ou la provenance des immigrants, ils ne savent pas non plus que la plupart des mouvements aux frontières africaines ne viennent pas d'outre-mer ;
- e) La République sud africaine constitue la principale destination des habitants de la région d'Afrique australe ;
- f) Les autres pays de la région sont des ports de transit soit vers l'Afrique du Sud ou vers l'étranger, surtout la Nouvelle Zélande, l'Australie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.
- g) Il y a un nombre de plus en plus considérable de réfugiés dans les pays de la région d'Afrique australe.

3. La migration : une question préoccupante pour l'Afrique australe.

Etant donné que la migration est une question préoccupante dans les pays de la SADC, le Dialogue sur la Migration en Afrique australe (MIDSA) a été initié en 2001 avec le premier Forum à Ezulwini au Swaziland, lorsque les états membres ont décidé que le MIDSA devrait élaborer sur la citoyenneté, la migration, l'immigration et les réfugiés une législation régionale couvrant l'ensemble de l'espace de la SADC. Le MIDSA est un projet sur l'harmonisation juridique de la loi sur l'immigration et les réfugiés.^{vi} Il poursuit quatre objectifs : a) recueillir les informations sur la législation nationale dans une seule publication en tant que source pour les décideurs ; b) identifier les points de similitude et les dissemblances dans les lois nationales sur l'immigration entre les états membres de la SADC ; c) étudier les possibilités d'harmonisation de la politique et de la loi nationales sur l'immigration ; et d) formuler des recommandations spécifiques pour l'harmonisation dans l'intérêt de la bonne gouvernance ainsi que de la coopération et de l'intégration régionales. Un second parallèle, l'étude de la SAMP est en train d'étudier la question de l'harmonisation des systèmes de collecte des données sur la migration au sein de la SADC.

Selon le rapport de Klaaren et de Rutinwa au 1^{er} rapport du MIDSA, en ce qui concerne l'immigration et la migration, il y a eu un changement relativement récent dans les lois de la SADC en matière de migration. Au moins cinq pays ont considérablement amendé leur loi sur la migration au cours des dix dernières années : il s'agit du Mozambique, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie et du Zimbabwe. Le Lesotho était indiqué dans une révision

générale de son statut. En ce qui concerne le contrôle de la migration et la protection des réfugiés, les états membres de la SADC ont ratifié les principaux instruments internationaux relatifs aux réfugiés et promulgué la législation traitant du phénomène. Cet instrument vient compléter les traités juridiques et préserve les principes d'asile et de *non refoulement* qui a des implications pour les contrôles de la migration. Dans les pays de la SADC, les réfugiés sont définis suivant la convention de 1951 des Nations Unies sur les réfugiés et la convention de 1969 de l'OUA sur les réfugiés en Afrique.

Selon les discussions de plusieurs spécialistes, historiquement, la région d'Afrique australe exportait pendant plus d'un siècle de la main d'œuvre non qualifiée vers les mines et les plantations sud africaines. Il y a toutefois vers l'Afrique du Sud une considérable migration non enregistrée qu'il est difficile d'évaluer. Pour plusieurs personnes dans la région, la migration vers l'Afrique du Sud à la recherche de l'emploi est devenue presque comme une tradition qui bien évidemment est renforcée par deux principaux problèmes comme l'ont démontré des études conduites par la SAMP. Tout d'abord, la possibilité d'emploi est souvent très faible pour les migrants qui reviennent. Et de deux, le marché sud africain du travail semble payer des salaires relativement plus élevés. Il est toujours difficile de savoir si ceux qui immigraient trouvent qu'il est économiquement attrayant de s'installer permanentement en Afrique du Sud pour raisons d'emploi malgré tous les risques liés au statut d'immigrant étranger.

Les spécialistes et politiciens se sont efforcés d'analyser et de faire des suggestions pour limiter le phénomène : si la migration constitue une entrave au développement, ou une tactique au développement. Si elle est une tactique, elle ne peut pas être perçue comme une initiative du gouvernement, mais d'une manière importante comme une 'initiative des populations' dans le contexte de survie de diverses manières puisqu'ils sont exposés à la pauvreté, à l'instabilité politique, aux catastrophes naturelles, etc. et ont perdu tout espoir en leurs gouvernements. En fait, cette stratégie de migration est la panacée des problèmes du peuple. Les spécialistes ont soutenu que la pauvreté n'est pas seulement une question de mauvaise gestion du gouvernement, mais également la conséquence de divers processus globaux dans lesquels l'Europe et l'Amérique ont une lourde responsabilité. Il a également été soutenu que la stratégie de "contrôle des personnes" à travers les passeports, les frontières, etc. a été insignifiante. Tout comme l'ensemble du continent africain, la région d'Afrique australe a enregistré un nombre considérable de mouvements internes ou à travers la région et hors du continent. Alors que faire ?

4. L'état de la migration dans les pays d'Afrique australe

4.1 Population et situation économique

La SADC est une organisation régionale composée de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Botswana, des Comores, de la République Démocratique du Congo, du Lesotho, de Madagascar, du Malawi, de l'Ile Maurice, du Mozambique, de la Namibie, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe.

Table 1: Selected population data of Southern African Development Community

Country	Infant mortality Total per 1,000 live births	Life expectancy M/F	% of Illiterate (>15 years) M/F	HIV prevalence rate (%) (15-49) M/F
Angola	133	40.1/43.0	17/46	3.0/4.4
Botswana	46	34.3/32.8	20/18	24.0/31.9
D R Congo	114	43.2/45.3	19/46	2.6/3.9
Lesotho	61	33.6/34.5	26/10	19.5/27.0

Madagascar	73	54.7/57.2	23/35	0.7/0.3
Malawi	105	40.8/40.0	25/46	11.5/16.5
Mauritius	14	69.5/76.1	12/19	0.9/0.2
Mozambique	94	41.3/41.9	-	13.0/19.2
Namibia	39	46.3/45.6	13/17	15.4/23.8
Tanzania	104	45.8/46.4	22/38	5.8/7.1
Zambia	91	38.9/37.8	24/40	14.0/20.0
Zimbabwe	61	37.5/35.8	-	15.6/25.0
South Africa	40	44.5/45.2	16/19	15.0/22.5
Swaziland	67	30.5/29.4	19/22	26.7/40.0

Source: UNFPA 2006:102 (selected indicators form Less Populous Countries/Territories).

Curtain (1996 : 465) est allé plus loin pour affirmer qu'à travers l'Afrique, en raison des changements économiques, les gens devaient se concentrer là les dotations en ressources ont rendu possible le développement. Les gens ont quitté les régions dont la principale activité est la culture de produits de consommation pour des zones à concentration de voies ferrées, de mines, de plantations, de centres administratifs ou vers les villes portuaires qui se développent le long des côtes pour s'adonner au commerce d'exportation. Le changement de résidence commençait souvent avec un déplacement temporaire, souvent saisonnier que les jeunes hommes effectuaient généralement seuls. Les migrants revenaient ensuite plusieurs fois, amènent leurs familles ou se marient dans leurs nouvelles villes de résidence et s'établissent enfin comme nouveaux résidents. Ce modèle de migration saisonnière comme une étape entraînant à un changement permanent de résidence était commun à toute l'Afrique du Nord et à la région tropicale du continent. En Afrique du Sud toutefois, il s'est développée une autre forme de migration qui consistait en une oscillation régulière et systématique des travailleurs entre ce qu'on peut appeler l'agriculture d'auto subsistance dans les réserves africaines et le travail rémunéré pour les champs et les mines, 'Européens' ou dans les villes. Les gouvernements d'Afrique australe décourageaient la stabilisation de la main d'œuvre dans les nouveaux centres.

Les guerres, l'instabilité politique et les catastrophes naturelles ont contraint les gens à chercher du travail et du refuge dans d'autres régions. Les migrants non enregistrés dans la région perçoivent l'Afrique du Sud comme leur principale destination. Ceci est dû à un certain nombre de facteurs au nombre desquels la proximité géographique, l'affinité socioculturelle de part et d'autre des frontières et le développement économique des régions de destination par rapport aux régions d'origine. A part ces facteurs, l'important rôle joué par les agences de recrutement a contribué à pousser beaucoup de personnes à partir.

4.2 Migration interne.

A l'instar des autres régions d'Afrique ou d'ailleurs, il existe une longue histoire de migration interne. Ce fait est dû à plusieurs raisons et continue d'avoir cours. Par exemple, certains pays lourdement affectés par les guerres civiles au Mozambique, en Angola et en République Démocratique du Congo, et plus récemment la crise économique et politique et du Zimbabwe ont contraint les gens à se déplacer dans leurs propres pays, c'est-à-dire à quitter les zones rurales pour les centres urbains.

L'appauvrissement de plus en plus croissant des zones rurales et le chômage qui sévit dans les villes ont favorisé la volonté des gens de partir plutôt que de rester sur place. Suivant la tendance mondiale, les spécialistes ont découvert que comme c'est le cas dans la région, la pauvreté s'est féminisée. Les femmes nées hors des villes étaient impliquées dans l'économie informelle et dans la migration transfrontalière pour maintenir leur revenu.

Les spécialistes ont soutenu que les relations développées par la migration entre les zones urbaines et rurales sont considérables dans la promotion des transferts, l'encouragement d'initiatives communautaires en matière de construction d'équipements publics et d'infrastructures et l'établissement de liens entre les procédures rurales et les marchés urbains. En général, l'urbanisation rapide des pays d'Afrique australe et leur féminisation sont dues à la migration intensive entre les zones urbaines et les zones rurales.

4.3 L'historique du travail forcé/travail exercé sous la contrainte.

Dans beaucoup de régions en Afrique, la plus dure période de domination fut celle ayant précédé la 1^{re} Guerre Mondiale. Puis il y a eu la transition qui est arrivée très tôt dans certaines colonies mais elle fut un peu plus tardive dans d'autres, à partir d'une économie basée sur la force la plus brutale et non déguisée, à une transition basée essentiellement sur des incitations et des contraintes économiques (Feierman 1996:494), c'est-à-dire le travail forcé ou exercé sous la contrainte et connu au sud du Mozambique sous le nom de xibalo (il durait environ un mois), et le travail forcé des noirs qui étaient contraints de travailler pour l'état ou pour des particuliers par 'obligation morale et juridique'. Il était introduit en novembre 1899 (Harris, 1994:168). En raison du travail forcé, plusieurs hommes étaient poussés vers l'Afrique du Sud où, en tant que "volontaires", ils pouvaient percevoir des salaires plus élevés que ceux perçus dans leur pays d'origine.

Le travail rémunéré offrait aux jeunes défavorisés par leurs origines modestes ou ceux attendant d'hériter d'un parent l'opportunité de fuir la domination des aînés. Dès qu'ils trouvaient du travail en Afrique du Sud, les hommes pouvaient mettre assez d'argent de côté pour acheter la dot sans ressources pour le numzane (chefs de propriétés familiales). Le travail de migrant assurait une source de richesse au jeune homme qui n'a pas de sœurs ou à des frères qui ont "bouffé" la dot d'une sœur qui cherche à quitter son mari.

Freund (1984) et Harris (1994) ont soutenu que la migration de travail s'est développée à l'intersection de deux puissantes tendances. D'une part, elle offrait initialement au migrant la possibilité de revenir au pays après avoir atteint en nature un but particulier, qu'il soit contraint par les circonstances ou non ; les jeunes pourraient fuir la plantation à cause des aînés ou de chefs cupides. D'autre part, elle attirait énormément des capitalistes de toutes sortes qui pouvaient procurer une force salariale sans payer pour les coûts de subsistance à long terme ou pour le soutien familial ; tout ce qu'ils devraient offrir était un salaire pour couvrir les besoins de subsistance du travailleur alors qu'il est au travail avec de l'argent liquide à introduire dans le ménage rural.

Par le paiement différé, les gouvernements coloniaux gagnaient des avantages des pays envoyeurs de main d'œuvre au profit des pays receveurs tels que la République sud africaine ; un pays qui, pendant plus d'un siècle, a bénéficié de la main d'œuvre bon marché du Mozambique, du Swaziland, du Botswana et du Lesotho. Les plantations et les minerais d'Afrique australe constituaient le principal moteur de la migration de travail.

Les mozambicains, les sotho, les swazi, les zimbabwéens et les Tswana ainsi que d'autres pays d'Afrique australe situés dans l'Océan Indien tels que le Madagascar et les Seychelles ont reçu ou échangé plusieurs personnes ou ont envoyé des gens vers d'autres régions dans le processus de production pour les nations coloniales. Les pays coloniaux ont profité de cette main d'œuvre. Comme l'a souligné Harris, la main d'œuvre mozambicaine était très chère car, premiers des coûts élevés du transport, les portugais ont imposé des frais onéreux tant aux agents de recrutement qu'au travailleur. Harris (1976) a affirmé qu'en 1900, au moins 163 mozambicains poussés pas le chômage causé par la guerre entre Anglais et Boers a laissé Lourenço Marques sur

un contrat de travail de 3 ans dans les plantations de canne à sucre de la Réunion pour un salaire de moins de 30 schellings.

Les études entreprises par la SAMP depuis 1996 ont démontré que bien que ces pays aient acquis leur indépendance depuis le début des années 60 jusque dans les années 90, et avec la fin de l'Apartheid en Afrique du Sud, la situation n'a pas changé. L'Afrique du Sud est devenu le cœur du développement de l'Afrique, devenant ainsi un pôle d'attraction pour les immigrants. En conséquence, le pays a perdu des compétences qui profitent à l'Europe, à la Nouvelle Zélande et à l'Amérique du Nord.

Si par le passé les principaux bénéficiaires de cette immigration étaient les européens, aujourd'hui, c'est l'Afrique du Sud qui a bénéficié de l'instabilité politique et économique des états d'Afrique australe. A part les pays dits traditionnels qui avaient l'habitude d'envoyer leurs habitants en Afrique du Sud dans le cadre de conventions collectives, au cours de la dernière décennie, des pays comme la RDC, le Burundi, le Rwanda, l'Ethiopie, la Somalie, le Nigeria et le Sénégal ont également contribué aux flux de l'immigration vers l'Afrique du Sud.

Au cours des dernières années, il est apparu de plus en plus évident que le processus de la migration en Afrique vers d'autres pays africains et hors du continent est liée aux inégalités dans le développement entre les pays, aggravé par l'incapacité des pays africains à gérer leurs populations et leurs économies respectives. Si les pays africains ont par le passé les états africains ont bougé, c'est parce qu'ils étaient liés par des accords informels favorisés par des réseaux élaborés et créés pendant des années, et liés pour la plupart à la culture, à la religion, à des affinités et à des amitiés. De même, les agences de recrutement ont contribué à envoyer des gens qui, à la fin de leur contrat ne reviennent pas.

Plusieurs études de la SAMP ont démontré le degré de déception des citoyens sud africains en ce qui concerne l'immigration des autres citoyens africains. Il existe plusieurs agences de recrutement dont les plus connus sont TEBA, LTD^{vii} (mines) créées au Mozambique, au Swaziland, au Botswana et au Lesotho. Les autres agences de recrutement travaillant au Mozambique sont ALGOS (qui recrute de la main d'œuvre minière et agricole) et TOLA, qui recrute une main d'œuvre agricole.

La recherche effectuée par Lincoln et Mararike et publiée par la SAMP en 2000 a indiqué qu'il y avait beaucoup de migrants venus de Mozambique et du Zimbabwe sur le marché du travail agricole de la province du nord d'Afrique du Sud. Les mozambicains étaient pour la plupart des ouvriers saisonniers de l'agriculture commerciale. L'ampleur de la migration en provenance du Mozambique ainsi que du Zimbabwe est très considérable malgré les difficultés d'entrée en Afrique du Sud, surtout pour ceux qui ont traversé les frontières et ne possèdent pas des papiers à jours ou n'ont pas de contrat ou de permis de travail. La plupart de ces immigrants sont attirés par l'espoir d'un travail de ce côté de la frontière.

4.4 Transferts

Le transfert est défini par plusieurs agences comme le revenu des migrants (espèces et biens) envoyés aux pays d'origine, considéré par les spécialistes (des migrations internationales) comme étant important pour la réduction de la pauvreté. Bien qu'il soit difficile d'avoir des chiffres exacts, les sommes sont énormes, que ce soit en espèce ou en biens. Le rapport publié par le FNUAP en (2006 : 12) a relevé que par exemple, les transferts représentent une importante part du PIB des petits pays comme le Lesotho, et s'élèvent à environ 26 %.

Black et autres ont affirmé que les transferts internationaux semblent être beaucoup plus petits en Afrique que dans toute autre région du monde, ne représentant que 10 % des finances extérieures, comparativement aux 63 % en Afrique du Sud et 56 % au Moyen Orient et en

Afrique du Nord. Toutefois, ceci est dû au fait que presque les deux tiers des pays d'Afrique subsaharienne ne rapportent tout simplement aucune donnée sur les transferts, indiquant que l'investissement dans un système de surveillance serait d'une certaine valeur.

Il a été rapporté que les travailleurs migrants ont joué un important rôle dans le développement de Witwatersrand situé dans le plus grand centre de production d'or du monde. Harris (Op cit pg 228).

Le rapport de TEBA-LTD a déclaré que durant le premier semestre 2005, 54.463 mineurs travaillant en Afrique du Sud ont transféré 19.938 ZAR au Mozambique. (TEBA, LTD 2006). Black et al (pg 125) ont noté qu'en fait, le Mozambique était le seul plus grand fournisseur de main d'œuvre minière à l'Afrique du Sud avec des canaux de transfert annuel "en nature" s'élevant à 32 millions de dollars américains. Les déclarations suivantes provenaient de la réunion organisée à Johannesburg le 30 mai 2006 par le département Sud Africain des Affaires Internationales, l'Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la promotion de la femme et l'Institut Sud Africain des Affaires Internationales :

"Il est difficile de calculer les sommes que représentent les transferts. Nous devons persuader les banques à assouplir pour les migrants les formalités d'ouverture de compte bancaire. Nous devons également les persuader de réduire pour les migrants les frais perçus sur les transferts," a déclaré à la réunion Burton Joseph, directeur au département sud africain des affaires intérieures. "Les départements d'état tels que le Service Nationale de renseignements s'intéressent à officialiser les transferts de fonds effectués par les migrants afin de combattre le blanchiment d'argent," a-t-il dit.

Wade Pendleton, professeur au Projet de Migration de l'Afrique australe à l'université de Witwatersrand a participé à l'étude de 57 pages intitulée "Migrants de la SADC, Transferts et Développement". Il a déclaré à l'assemblée qu'en général, les migrants transfèrent par an 250 milliards de dollars. "Selon des estimations récentes, les transferts en provenance de la seule Afrique du Sud s'élèveraient à 6 milliards de Rands (environ 856 millions de dollars américains) par an," a-t-il déclaré. "Mais je pense que ce chiffre est une sous estimation." L'étude s'est intéressée à 4.700 ménages au Botswana, au Lesotho, au Mozambique, au Swaziland et au Zimbabwe et impliqué 30.000 personnes. Elle a découvert que les biens de consommations viennent en tête des nécessités qui obligent les gens à émigrer et à transférer de l'argent. Les autres nécessités par ordre d'importance sont les frais de scolarités, l'habillement et le transport, a déclaré Pendleton. "Beaucoup de migrants maintiennent des liens avec leur famille à travers l'argent."

Willie Kachaka, fonctionnaire au service national étatique de la statistique que Malawi a affirmé que 8 % de la population nationale sont des migrants. Les femmes représentent 46,7 % de la population migrante, y compris les sages-femmes travaillant en Afrique du Sud, en Grande-Bretagne, en Australie, en Nouvelle Zélande et au Canada. "Des études ont révélé que 75 % des transferts servent à acheter de la nourriture," a-t-il dit.

Les chercheurs ont affirmé que les transferts ne s'effectuent toujours pas à travers les institutions financières. "Plus de 90 % des transferts dans la région de la SADC s'effectuent de façon informelle. Les migrants confient par exemple de l'argent à un chauffeur de taxi à qui ils demandent de le remettre à leurs enfants ou à leurs parents au pays. C'est fiable et sûr à 95 %," a déclaré Sally Peberdy, responsable de projet au Projet de la migration d'Afrique australe à l'Université de Witwatersrand. Pendant des décennies, les femmes africaines partent en voyage à la recherche de l'argent. Dans les années 60, les femmes représentaient 42 % des migrants en Afrique. Aujourd'hui, ce taux est de 50 %, a affirmé Peberdy. "Ce fait n'est pas nouveau. Il a été ignoré par les chercheurs." Les exigences rigoureuses en matière d'immigration entravent le

voyage. "Beaucoup de femmes ont graissé les pattes pour passer les postes frontières parce qu'il est difficile d'obtenir un visa. Vous devez remplir des formulaires et présenter un relevé bancaire," a-t-il ajouté. Cet état de fait affecte la collecte de données des chercheurs étant donné que ceux qui traversent clandestinement les frontières ou ceux qui grincent les pattes aux douaniers ne sont pas enregistrés.

Comme on peut le constater dans ces déclarations et à partir des données que j'ai présentées, il existe diverses données sur la question. La récente enquête effectuée par la SAMP sur la migration et les transferts (MARS)^{viii} et réalisée auprès des ménages dès 2004 pour 5 pays de la SADC : le Botswana, le Lesotho, le Sud du Mozambique, le Swaziland et le Zimbabwe a montré que le flux de transfert était dans la région elle-même. Toutefois, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont une importante diaspora à l'étranger. Une récente étude sur les zimbabwéens vivant au Royaume-Uni a révélé que 75 % d'entre eux envoient régulièrement des fonds au pays, la plupart pour soutenir des parents. En ce qui concerne les transferts régionaux, les principaux pays d'où proviennent les transferts des migrants étaient l'Afrique du Sud et, dans une moindre mesure, le Botswana. La même étude a découvert que malgré la preuve de la féminisation globale de la migration, ce sont les hommes qui constituent la plupart des migrants. Au Botswana, au Mozambique et au Swaziland, plus de 80 % des migrants étaient des hommes. La plupart des femmes migrantes venaient pour l'essentiel du Zimbabwe et dans une moindre mesure du Lesotho. Les sommes transférées par an aux ménages par les migrants se classent par pays comme suit : Botswana (8.306), Lesotho (7.800), Mozambique (1.760), Swaziland (4.800) et Zimbabwe (1.093). Dans chaque pays, les transferts constituaient des sources de revenu pour la majorité des ménages. Enfin, le rapport a montré peu de preuve de réinvestissement du revenu dans une activité entrepreneuriale ou génératrice de revenu.

4.5 Migration internationale dans la région d'Afrique australe : Afrique du Sud, le paradis des africains.

4.5.1 Migration internationale : vue d'ensemble

La situation de l'Afrique australe à l'extrémité sud de l'Afrique l'éloignait de tout contact avec le monde extérieur avant la révolution maritime du quinzième siècle. Thompson (Op cit pg 242) a soutenu que les archéologues ont convenu que plusieurs siècles avant l'ère moderne, certains des peuples dits indigènes dans la région recevaient du mouton et du bétail de leurs voisins du nord et à partir du 2e siècle après JC, et peut-être avant, les fermiers Bantous qui ont la connaissance du travail du fer ont commencé à émigrer dans la région à partir du nord, alors que les habitants des extrémités sud des Amériques et d'Australie continuaient à vivre de la chasse, de la recherche de nourriture et des outils taillés en pierre et en bois.

Freund (Op cit pg 48) a soutenu que la traite des esclaves en Afrique australe a favorisé l'accumulation de capital qui a aidé à alimenter la révolution industrielle. Le lien de causalité ne saurait être directement établi au commerce lui-même et le commerce entre l'Europe et l'Afrique en général n'était qu'un élément dans une complexité d'activités économiques : les plantations, leurs exportations, leur consommation des denrées alimentaires et des textiles d'Europe, d'Amérique du Nord (et dans une moindre mesure, l'Afrique) et le développement général du trafic maritime, pour n'en citer que les plus évidents. L'esclavage a joué son rôle dans la pose des jalons du capitalisme dans cette structure frontalière rendue possible par l'expansion du commerce mondial.

Oliver et Atmore (1987: 53) ont déclaré que les premiers contacts entre les africains et le reste du monde étaient basés sur le commerce. En Afrique du Sud, ces contacts se faisaient au

sujet de la terre. En Afrique tropicale, des marchands européens et africains, même ceux engagés dans l'affreux commerce des esclaves, se rencontraient essentiellement sur un pied d'égalité. Ils se traitaient mutuellement avec un mélange de suspicion et de respect. Européens et arabes ont fait attention de reconnaître l'autorité des souverains africains et ont été prudents par rapport aux mœurs et aux coutumes des peuples africains. En Afrique du Sud, les européens étaient présents dès le début, non pas en tant que commerçants mais comme des colons.

La découverte d'importants gisements de diamant non loin du confluent des fleuves Orange et du Vaal en 1868 a accéléré l'inévitable processus dans lequel les peuples et les états autonomes africains ont perdu leur indépendance et étaient soumis au règne européen (Oliver et Atmore, Op cit, pg 61). L'ouverture des mines de diamant a considérablement accru la demande en main d'œuvre et les africains convergeaient de toute l'Afrique australe vers Kimberly. Dès les débuts de l'exploitation minière, les compagnies payaient régulièrement ces travailleurs avec des armes et des munitions et ainsi, des milliers d'africains revenaient au pays avec des armes à feu (pg 64).

Il a été soutenu que depuis les tous premiers contacts avec les européens, les américains, les indiens, les peuples arabes (basés dans l'Océan indien) les africain ont toujours été exposés à une mobilité permanente et n'ont jamais connu une vie sédentaire. Des études ont montré que par le passé, la migration en Afrique australe est surtout liée au commerce du textile venu d'Europe et de l'Inde (épices, matières précieuses, manioc, maïs et esclaves), lorsque la migration de travail et la brutalité des états colons ont poussé les gens à fuir les travaux forcés et les régimes coloniaux répressifs. Si la mobilité a par le passé profité aux états coloniaux à travers l'esclavage, la main d'œuvre bon marché et les paiements différés, il paraît à présent que la migration continue à jouer le même rôle par la perte des compétences pendant et après leurs formations académiques ou professionnelles. C'est une question complexe.

Au cours des dernières années, les questions de migration et d'asile internationaux ont été posées en bonne place du programme international. Les pressions et opportunités liées au processus de mondialisation ont conduit à une augmentation du nombre des personnes qui vont d'un pays ou d'un continent à l'autre. Dans le même temps, l'insécurité et les conflits armés dans plusieurs pays les plus pauvres et les états économiquement marginalisés du monde ont déclenché de nouvelles vagues de personnes déplacées (Borjas et Crisp 2005 ; Boswell et Crisp 2004 : 1).

D'après l'Union Africaine : l'état de la population africaine en 2006 a indiqué que la migration a toujours constitué un problème majeur parmi les populations du continent. Sur les 150 millions de migrants dans le monde, plus de 50 millions sont supposés être des africains, avec un taux de plus en plus croissant de femmes migrantes. Etant donné que le nombre de migrants est en train d'augmenter et que cette tendance risque de persister dans un avenir prévisible, la gestion de la migration est devenue sans nul doute l'un des défis majeurs auquel sont confrontés les états africains durant le nouveau millénaire. En outre, l'augmentation du nombre de femmes qui migrent de leur propre chef exige une attention particulière et est ainsi devenue une préoccupation majeure. Les Nations Unies ont estimé que plus de 16 millions de personnes en Afrique vivent dans un pays autre que leur pays de naissance.

Le rapport ci-dessus a prouvé que le problème de la migration internationale, son impact général sur l'économie et la société des pays africains, et la tension ou la xénophobie entre les nations africaines doit faire l'objet de considération, y compris les effets positifs et néfastes de la "fuite des cerveaux". L'un des aspects de la fuite des cerveaux qui nécessitent un examen approfondi est la façon dont doivent être exploitées plus efficacement les innombrables ressources au sein de la diaspora africaine – pas simplement les généreux transferts que beaucoup envoient à leurs familles et à leurs communautés, mais également le savoir-faire qu'ils ont acquis

et qui pourrait servir à développer “chez soi”. Cette ressource peut être facilement mieux exploitée et convertie en “importation des travailleurs intellectuels”. Alors que les transferts deviennent de plus en plus une principale source de financement, il faudrait souligner que ce sont des fonds gagnés par des privés et ils ne devraient pas être considérés comme une part de l’assistance officielle au développement.

Le discours sur la question est de savoir si la migration constitue une entrave ou une impulsion au développement. Des spécialistes tels que Boswell et Crisp ont soutenu que la migration peut contribuer au développement ou à la réforme dans les pays sources à travers des réseaux transitoires de migrants qui peuvent transférer des ressources, des informations et des idées à ceux qui sont restés au pays. L’immigration peut également générer des bénéfices tangibles aux pays de destination, apporter une source de main d’œuvre flexible et bon marché pour combler les manques de main d’œuvre disponibles ou atténuer les fluctuations saisonnières et cycliques. Cette situation s’est produite durant l’époque coloniale lorsqu’une main d’œuvre bon marché était utilisée dans les plantations, les mines et dans l’industrie de construction (confère Harris). Plusieurs sociétés d’accueil ont reconnu le caractère culturellement enrichissant de l’immigration, sa capacité à assurer une source de nouveaux talents et de nouvelles idées. Du point de vue des migrants, la possibilité d’une migration temporaire ou permanente peut constituer un moyen de complément aux revenus, d’entretien des familles au pays ou d’accès à un meilleur mode de vie. Pour les réfugiés, elle peut signifier un apaisement loin du conflit, de la violence ou de la persécution.

L’attention des médias et du public a beaucoup été attirée sur les impacts négatifs de la migration. L’émigration peut entraver le développement dans les pays sources par la perte des travailleurs compétents et créatifs, et par le retard de la nécessité d’une restructuration économique pour créer davantage d’emplois. Dans plusieurs pays de destination, la migration, et surtout l’asile est perçue comme imposant un énorme fardeau sur les systèmes d’aide sociale et les ressources publiques, alors que les migrants pour des raisons économiques sont souvent perçus comme des menaces pour l’emploi et les salaires des travailleurs nationaux. L’immigration a également de plus en plus perçue comme une menace à l’identité culturelle commune et même à la sécurité, surtout après les événements du 11 septembre 2001.

La réaction de la plupart des états récepteurs a été de limiter l’accès aux systèmes d’asile et de fermer les voies d’immigration les plus légales. Pourtant ceci a eu la conséquence involontaire de forcer des prétendus migrants et réfugiés à recourir aux services de passeurs clandestins pour rejoindre les pays de destination. Beaucoup ont perdu leur vie en se faisant passer clandestinement par des voies terrestres et maritimes dangereuses, ou ont été dévorés par des animaux sauvages (les exemples des personnes qui essayent de traverser le parc Kruger en Afrique du Sud, peuplé d’animaux sauvages et le fleuve Limpopo rempli de crocodiles) alors que d’autres ont été victimes d’exploitation choquante et de violations des droits de l’homme dans les pays de transit et de destination. Pendant ce temps, des mesures plus sévères prises à l’encontre des demandeurs d’asile et des immigrants illégaux dans les pays d’accueil ont obligé plusieurs personnes à vivre dans des conditions déplorables avec un statut juridique précaire.

L’Afrique australe n’est pas une exception en matière de migration internationale ; premièrement en tant que lieu de départ des migrants et deuxièmement en tant que région d’accueil des immigrants. Le sujet de la migration de compétences fait actuellement l’objet d’un débat houleux dans la région et il a attiré un grand nombre de réclamations et de demandes reconventionnelles, surtout en Afrique du Sud où l’émigration de nationaux compétents a généré une grande attention du public pendant l’Apartheid et depuis sa disparition (McDonald and Crush 2002 : 1). Si dans un passé récent la fuite des cerveaux en Afrique du Sud était dominée par les

blancs, il semble qu'actuellement, les noirs aussi sont en train d'émigrer vers l'étranger. Il semble que la plus importante source de fuite des cerveaux vient des gens les plus compétents et des infirmiers.

Dans les autres pays de la SADC, le vieux débat sur la fuite des cerveaux est beaucoup plus sophistiqué. A l'indépendance dans les années 60 et 70, plusieurs pays ont hérité d'une base de compétences locales tristement sous développées. Au Mozambique par exemple, au moment de l'indépendance, il n'y avait que 10 % d'instruits, et plusieurs milliers de personnes ont été instruites après l'indépendance puisqu'elles ont bénéficié des accords bilatéraux ou multilatéraux en matière d'éducation avec les anciennes puissances socialistes telles que l'URSS, Cuba, la République Tchèque, la Chine et l'Europe de l'est. Au cours des années 90, les gens ont commencé à aller suivre des formations dans les pays occidentaux. Toutefois, la formation assez avancée devrait être suivie hors du pays. Les gouvernements qui envoyaient des étudiants à l'étranger étaient confrontés au défi de les ramener au pays à la fin de leurs formations. La formation locale est devenue beaucoup plus attrayante et une alternative rentable, et il y avait une expansion spectaculaire de l'enseignement supérieure dans la plupart des pays de la SADC. L'ère de l'indépendance a également connu une forte expansion du nombre des expatriés hautement qualifiés arrivant dans ces pays en provenance d'Europe, d'Amérique du Nord et du reste de l'Afrique. Des organisations telles que l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) ont également élaboré des programmes visant à encourager les diplômés nationaux à rentrer au pays.

Le premier mouvement de noirs qualifiés vers l'Afrique du Sud pendant l'Apartheid est mentionné par McDonald et Crush qui ont noté que dès les années 70, un exode silencieux de gens qualifiés a commencé à partir de la SADC et d'autres pays africains (surtout le Ghana et l'Ouganda) vers les bantoustans 'indépendants' sud africains du Transkei et de Bophuthaswana. Ce mouvement concernait environ 7.000 experts africains jusqu'à la fin des années 80.

Au début des années 90, la fin de l'Apartheid a suscité au sein de la SADC la crainte d'une nouvelle fuite des cerveaux du reste de la région vers l'Afrique du Sud. Initialement, ces craintes se trouvaient justifiées. La migration des compétences de tous les autres états de la SADC vers l'Afrique du Sud s'est considérablement accrue au cours de la dernière ligne droite avant l'élection de 1994. Au cours de l'année 1992 seulement, quelques 200 docteurs en médecine auraient quitté le Zimbabwe pour le Botswana et l'Afrique du Sud. Des experts avaient projeté des pertes supplémentaires et un impact considérable qui menaceraient les économies locales.

Les déclarations ci-après sont de gens qui ont pris part à l'atelier international ayant pour thème "Les femmes migrantes et l'impact des transferts sur la région de la SADC", et qui a regroupé une trentaine de chercheurs et d'activistes de la société civile venus des 14 états membres de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC). Le séminaire s'est tenu le 30 mai 2007 au centre commercial sud africain de Johannesburg où il a été déclaré que chaque mois, environ 49.000 zimbabwéens passent en Afrique du Sud. Selon les estimations, entre 20 et 55 % d'entre eux seraient des femmes, a déclaré à l'IPS au cours de la réunion Ayesha Kajee, agent supérieur de recherche à la SAIIA. "Personne ne connaît le nombre exact des migrants zimbabwéens en Afrique du Sud." Dube estime que le chiffre modéré de 3 millions avancé par les chercheurs et des groupes de la société civile est une sous-estimation. "Je pense que le nombre est plus élevé que ça," a-t-elle déclaré à l'IPS. "Les zimbabwéens ne sont pas les seuls africains qui viennent en Afrique du Sud."

Le Mozambique voisin du Malawi, un ancien pays d'accueil des réfugiés mozambicains a commencé à produire des migrants économiques après l'accord de paix de 1992 entre le

gouvernement du FRELIMO et les rebelles de la RENAMO. Jusqu'à cette date, les mozambicains n'émigraient pas, grâce au système socialiste du pays. Tout ceci a changé à cause des programmes d'ajustement structurel introduits par la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). "Cela a forcé les gens à émigrer à l'intérieur du territoire et au-delà des frontières," a dit à la réunion Ines Raimundo, professeur de géographie humaine à l'Université Eduardo Mondlane du Mozambique. Elle a affirmé que maintenant, de plus en plus de mozambicains vont en Chine, au Brésil, en Thaïlande, à Hong-Kong et à Dubaï pour des raisons commerciales. "Le marché de la SADC est saturé. Par conséquent, les femmes vont sur d'autres continents," a déclaré Raimundo.

4.5.2 Migration transfrontalière

Selon leur longue histoire, les populations à travers la région achetaient et vendaient des marchandises dans la région, surtout dans les pays qui partagent les mêmes frontières. Les gens ont traversé les frontières non seulement pour aller vendre, mais également pour rendre visites à des amis qui en faisaient autant, surtout entre la Tanzanie et le Mozambique, le Malawi et le Mozambique, le Mozambique et le Swaziland, le Mozambique et le Zimbabwe. Il existe d'autres motifs tels que l'étude et le traitement médical. L'Afrique du Sud constitue un important partenaire commercial pour les gens venus de plusieurs pays d'Afrique australe, comme l'a montré la récente conduite par la SAMP sur la surveillance frontalière de part et d'autre des frontières. En ce qui concerne le Mozambique, certains de ces passages étaient facilités par les liens de parenté et l'accord de facilitation des traversées des frontières signé entre les gouvernements du Mozambique et du Malawi et celui du Swaziland et de la Tanzanie au cours des années 80 en raison de la situation militaire au Mozambique, et plus récemment avec la fin de l'Apartheid et la récente expansion de visa entre le Mozambique et l'Afrique du Sud.^{ix}

Les pays de la SADC ont convenu de faciliter la libre circulation des personnes et des biens et d'harmoniser leur monnaie. A partir de janvier 2008, il sera mis en œuvre une zone de libre échange qui consiste en l'élimination des taxes douanières sur les marchandises produites dans la région, c'est-à-dire l'Union Douanière d'ici 2010, le Marché Commun d'ici 2015, l'Union Monétaire d'ici 2016 puis la Monnaie Commune et l'Union Economique d'ici 2018.

D'après la SAMP, ce programme montre l'importance de la compréhension de la dynamique de commerce transfrontalier de petite échelle en vue d'améliorer la gestion et le mouvement frontaliers aux portes frontières. La plupart de ces commerçants (environ les trois quarts) sont des femmes. Les hommes et femmes d'affaires et les entrepreneurs craignent que cette intégration aidera sans aucun doute les commerçants transfrontaliers puisque, d'après une étude inédite sur la surveillance frontalière de part et d'autre des frontières, les personnes ayant fait l'objet de l'étude ont déclaré que leurs ennemis étaient les services douaniers et les agents d'immigration qu'ils tentent par tous les moyens d'éviter.

L'un des problèmes transfrontaliers ou des migrants irréguliers concerne ceux qui sont en situation illégale parce qu'ils ne possèdent pas de papiers valides ; ils prolongent indûment leur séjours et ne détiennent aucun papier. Avoir un passeport signifie qu'une personne doit au moins être enregistrée à son lieu de naissance. Toutefois, au Mozambique, il a été rapporté que plusieurs personnes ayant atteint l'âge du service militaire (18 ans) n'étaient pas enregistrées. Plusieurs mozambicains ont perdu l'habitude de vivre avec des pièces d'identité en raison de leur état de mobilité due à la guerre civile et aux inondations. C'est un "cercle vicieux" car avoir un passeport nécessite une pièce d'identité et la pièce d'identité dépend d'un certificat de naissance, mais le

plus souvent, les gens ont perdu leur identification à cause des raisons mentionnées ou parce qu'ils n'étaient pas enregistrés.

4.5.3 La fuite des cerveaux en Afrique australe.

“La question de la fuite des cerveaux est récemment apparue en Afrique australe comme une principale question politique. Bien qu'il n'existe pas de données précises sur l'exode des compétences, tous les pays de la région ont été préoccupés par l'impact d'une fuite accélérée des cerveaux sur la croissance et le développement économiques et sur la qualité de la prestation de services dans le secteur public. L'impact de la fuite des cerveaux est en train d'être exacerbé par l'épidémie du VIH/SIDA qui débilite et tue plusieurs personnes au cours de leur âge productif” (Crush, Pendleton et Tevera 2005 : 1).

La demande de travailleurs qualifiés peut entraîner l'émigration d'un nombre important de travailleurs qualifiés des pays sources. Ce fait est à la base de l'un des grands débats qui entourent la migration internationale et peut constituer une perte considérable pour les pays en développement. Les pays dépensent d'énormes ressources dans la formation des professionnels qualifiés : lorsqu'ils partent, le pays qui envoie perd les compétences de l'émigrant ainsi que son investissement initial (FNUAP 2006 : 7).

De récentes enquêtes conduites par l'Organisation Mondiale de la Santé (et citant le FNUAP) ont déclaré que l'intention d'émigrer est particulièrement très forte chez les agents de santé vivant dans les régions fortement touchées par le VIH/SIDA. Il y en a 68 % au Zimbabwe. Il y a plus de médecins malawites exerçant actuellement dans la ville de Manchester au nord de l'Angleterre que dans l'ensemble du Malawi (pg 8). Seuls 50 médecins sur les 600 formés depuis l'indépendance continuent à exercer en Zambie.

D'après le récent rapport (2006) publié par la SAMP sur “l'exode des agents de santé d'Afrique subsaharienne vers le Canada”, beaucoup d'agents de santé formés en Afrique émigrent chaque année vers les pays développés y compris le Canada. Faisant allusion au même rapport, l'Association Médicale Sud africaine a estimé qu'en 2002, au moins 5.000 médecins sud africains sont partis à l'étranger. Chaque mois, près de 300 infirmiers quittent l'Afrique du Sud. En analysant les statistiques, les auteurs indiquent que le secteur de la santé est le plus affecté par la fuite des cerveaux dans une région où l'espérance de vie est la plus faible au monde. Malheureusement, aucun des rapports que j'ai utilisés pour cette communication ne détient des informations sur la situation dans les pays lusophones et francophones.

Toutefois, selon une récente étude que j'ai conduite auprès de la Commission Européenne au Mozambique sur “le Profil de la Migration au Mozambique” et des informations que j'ai pu recueillir au cours d'un atelier auquel j'ai pris part l'an dernier sur “la Migration dans les pays lusophones”^x, le Mozambique est l'un des rares pays ayant un faible niveau de fuite des cerveaux, contrairement à l'Angola, au Cap Vert, à la Guinée Bissau et à Sao Tome, les autres pays lusophones d'Afrique. Le peu d'information que j'ai pu recueillir dans divers ministères au Mozambique n'indiquait que le nombre des gens formés à l'étranger, mais ils ne disposaient pas d'informations précises sur les services au sein desquels ils sont intégrés. Toutefois, une récente étude entreprise par des chercheurs du Centre des Etudes Démographiques sur “la mobilité des cadres compétents”^{xi} a indiqué que les principales raisons de la mobilité des enseignants de l'enseignement supérieur au Mozambique comprennent : a) des raisons économiques. L'échantillonnage des personnes soumises à l'enquête a indiqué que 40 % voulaient accroître leur revenu et donc avoir plus d'un travail ; et b) l'incertitude pour leurs carrières, puisque cela prend du temps pour passer d'une catégorie à une autre.

La moitié des enseignants à plein temps interviewés ont des contrats supplémentaires avec d'autres institutions d'enseignement supérieur, ce qui prouve une tendance de mobilité. Sur le pourcentage des enseignants du supérieur interviewés et qui ont un contrat à plein temps et à temps partiel, environ 20 % sont liés par plus d'un contrat. Les enseignants ayant une forte mobilité sont ceux qui sont titulaire d'une Licence (équivalent au 'B Honours'), et pour la plupart âgés de moins de 50 ans. Ceci affecte visiblement leurs programmes de formation pour les diplômés d'étude supérieure. Certains d'entre eux enseignent des matières autres que les leurs. Cette situation est aggravée par l'absence d'accords entre les universités privées et publiques en matière d'échange d'enseignants.

Au cours de l'étude entreprise par la SAMP sur l'enquête sur les compétences potentielles^{xii} administrée en 2003 sur des étudiants de dernière année, 10.000 personnes étaient interviewés dans des organismes de formation à travers la région (c'est-à-dire les universités, les institutions de formation technique, les écoles normales et les collèges de formation en infirmerie). Il était demandé par exemple aux étudiants : "Est-ce que les étudiants de la SADC pensent qu'ils partiront pour aller chercher mieux ?" Environ 25 % ont répondu qu'il est probable qu'ils partiraient pour moins de deux ans et 23 % ont dit qu'ils partiraient pour plus de deux ans. Lorsqu'il leur a été demandé s'ils quitteraient la région ou bien ils iront se réinstaller dans un autre pays de la SADC, il a été découvert que la destination la plus probable est l'Amérique du nord (31 %), suivie par l'Afrique australe (29 %) et l'Europe (29 %). L'Afrique australe représentait le premier choix des étudiants du Lesotho, du Swaziland, du Zimbabwe et de la Namibie. L'Europe était le premier choix des étudiants sud africains. Le même rapport a conclu que les étudiants sud africains et botswanais ont plus tendance à viser hors de la région alors que ceux des autres pays avaient de la préférence pour des destinations au sein de la région. Malheureusement, cette étude n'apprend pas grand-chose sur les pays lusophones et francophones ou sur les états membres de la SADC. Il est possible que l'image des pays lusophones soit le Portugal alors que la France serait la destination de prédilection des étudiants des pays francophones. Le rapport de la SAMP a découvert que les principales victimes de l'exode des nouvelles compétences seraient le Zimbabwe, le Swaziland et le Lesotho. Les principaux bénéficiaires seraient l'Amérique du Nord et l'Europe et au sein de la région, l'Afrique du Sud et le Botswana. Dans le même temps, l'Afrique du Sud est le pays qui perd le plus ses compétences formées au pays. Elle serait donc une victime et un bénéficiaire de la fuite des cerveaux.

A part son statut de pays d'accueil, l'Afrique du Sud est également devenu un pays d'émigration, surtout pour sa main d'œuvre qualifiée. Les destinations des émigrants sud africains sont : les USA, l'Australie, le Royaume-Uni, la Nouvelle Zélande et le Canada comme le montre le tableau (Tableau 2).

Table 2: Migration of Professional South Africans

	1989-92	1994-97
Immigration	6,714	3,295
Emigration	3,721	7,534
	1989 and 1997	Destinations
Emigration	82,811	Australia, Canada, New Zealand, UK and USA
Professionals	23,400 health professionals 8,921 practitioners 6,844 nurses 7,642 other health professions	

South Africa residents in the US in the year of 2000	63,558	
--	--------	--

Source: Black et al 2006:6 and 117, Brown, Kaplan and Meyer 2002:103 (Table 4.3)

Au même moment, le rapport de Black et al a enregistré les flux ci-après vers l'Europe et les Etats-Unis entre 1995 et 2000 comme le montre le tableau (3).

Table 3: The flows of emigrants to Europe and US

Country	To Europe	To US	Total Europe and US	Average annual emigration rate 1995-2000 in %*
Angola	2,056	82	2,138	0.02
Botswana	208	14	222	0.01
D. R. Congo	4,175	262	4,437	0.01
Lesotho	15	8	22	0.00
Madagascar	584	37	621	0.00
Malawi	514	55	569	0.01
Mauritius	2,700	54	2,754	0.24
Mozambique	221	45	266	0.00
Namibia	607	26	633	0.04
South Africa	10,825	2,323	13,148	0.03
Swaziland	18	13	31	0.00
Tanzania	759	435	1,194	0.00
Zambia	584	213	796	0.01
Zimbabwe	1,653	275	1,928	0.02

Note (*) This rate, Black et al, calculated according to the total population of each country.

Source: Black, et al 2006:137 (Appendix 1).

Table 4: UK work permits for teachers from Southern Africa, 2001-2003

Country	2001	2002	2003	Total
South Africa	2010	2542	1492	6044
Zimbabwe	194	325	268	787
Mauritius	19	45	47	111
Zambia	16	22	16	54
Namibia	8	6	8	22
Seychelles	2	10	8	20
Malawi	3	10	4	17
Botswana	0	1	6	7
Tanzania	3	1	2	6
Swaziland	0	3	2	5
Regional sub-total	2255	2965	1853	7073
Total (all countries)	5064	7261	5564	17889
Share of total	44.5	40.8	33.3	39.5

Source: Roberts 2007: 25 (Table 3).

Table 5: Southern African countries people's as asylum seekers, 1990, 2001, 1990-2001 in Canada

Country of origin	2001	1990-2001
D R Congo		8,229
Zimbabwe	2,653	
Total asylum	44,038	355,425

Source: Castles and Loughna 2005: 48 (table 3.3)

4.5.5 Situation de la migration dans quelques pays sélectionnés

Zimbabwe

Le Zimbabwe se trouve confronté au problème de plus en plus croissant de sa main d'œuvre qualifiée. Les professionnels de la santé en particulier émigrent à la recherche de nouveaux horizons plus fleuris hors de leurs frontières. D'après Chikanda, (2005 : 1) la première fuite des cerveaux enregistrée au Zimbabwe s'est produite lorsque les professionnels de la santé ont commencé à quitter le secteur public pour le secteur privé du pays. Sur 1.634 médecins enregistrés dans le pays en 1997, seuls 551 (33,7 %) étaient employés dans le secteur public. Le second départ a pour destination l'étranger. Comme dans la plupart des pays africains, le nombre de professionnels de la santé travaillant à l'étranger reste inconnu, mais le Ministre de la santé a noté en 2000 que le Zimbabwe perd chaque année en moyenne 20 % de ses professionnels de la santé à cause de l'émigration, et chacun des 5 principaux hôpitaux du pays perdait chaque mois 24 infirmiers principaux et trois médecins. Il a également affirmé que 100 médecins et 18.000 infirmiers sont partis depuis 1998. En 2002, au Royaume-Uni uniquement, 2.346 permis de travail ont été délivrés à des infirmiers du Zimbabwe. Le Zimbabwe était le quatrième plus grand fournisseur d'infirmiers étrangers au Royaume-Uni après les Philippines, l'Inde et l'Afrique du Sud.

Dans une recherche conduite dans des établissements sanitaires sélectionnés en juillet 2002, une analyse des intentions des professionnels de la santé d'un pays a donné une bonne indication sur la probable future fuite des cerveaux au Zimbabwe, comme l'a indiqué le rapport de la SAMP sur "Congé Maladie : l'exode des professionnels de la santé du Zimbabwe". Tout comme en Afrique du Sud, la probable destination des professionnels de la santé qui partent était le Royaume-Uni, l'Australie, les USA, la Nouvelle Zélande et le Canada. L'Afrique du Sud et le Botswana étaient indiqués comme les pays d'Afrique d'où les habitants seraient plus susceptibles de partir. Cette étude a indiqué que les principales raisons étaient : économiques (54,7 %), politiques (30,7 %), professionnelles (29,6 %) et sociales (23,9 %) (Voir Chikanda à la page 19).

L'émigration des professionnels qualifiés de la santé du pays a également des conséquences négatives sur la qualité des soins assurés dans les établissements sanitaires. Ceci confirme les conclusions d'autres études qui ont rapporté le niveau en baisse des soins de santé, qui se traduit par des attitudes 'indifférentes et grossières' à l'égard des patients. Ceci peut en général être attribué au moral bas dû au volume de travail lié au stress que l'on ressent en côtoyant tant de malades mourants. Chikanda (Op cit. pg34).

Mozambique

Black et autres ont affirmé que la migration constitue l'un des piliers de l'économie du Mozambique et joue un important rôle dans l'assurance des moyens d'existence de milliers de foyers mozambicains. La migration a récemment été décrite comme la force vitale du Sud du pays. On estime à 500.000 personnes les migrants mozambicains qui travaillaient hors du pays, soit plus que dans le secteur intérieur de l'économie mozambicaine. Environ 80.000 de ces migrants sont légalement employés dans l'industrie minière sud africaine, le reste travaille dans la culture de rente, la fabrication, l'industrie de services et dans le secteur informel.

En ce qui concerne le Mozambique, j'ai récemment conduit une étude sur la diaspora et les diplômés à l'étranger. D'après les données recueillies auprès des compétences de la diaspora, il serait difficile de faire une estimation en raison de l'incapacité des ministères à enregistrer les émigrants, surtout ceux qui ont obtenu une bourse pour aller faire des études à l'étranger. Bien que le pays ait acquis son indépendance depuis 32 ans, la plupart des données présentées

concernent les années 90. La plupart des fonctionnaires interviewés n'étaient pas en mesure de dire combien d'entre ceux qui ont bénéficié d'une bourse sont revenus au pays. Bien que j'aie demandé des informations pour cette étude, des ministères tels que ceux de la Santé, de la défense, de l'Education pour ne citer que ceux-là, n'ont pas encore fini d'organiser leurs données.

Le Ministère du Transport et des Communications a indiqué qu'entre 1982 et 2004, 33 personnes au total ont été formées dans les pays occidentaux et seulement 4 en Afrique du Sud. Mais cette information ne donne pas des chiffres sur le nombre des étudiants envoyés et sur combien sont revenus. Parmi eux, seuls 5 femmes ont bénéficié de la bourse étrangère. Selon le Ministère de la Coordination des Affaires Environnementales, entre 1996 et 1999, treize personnes ont été formées – huit femmes et cinq hommes. Les pays de destination étaient le Portugal, la France, le Brésil et l'Afrique du Sud.

Les données du Ministère de l'Intérieur étaient en cours de collecte. Toutefois, la politique du ministère consiste à former les gens sur le plan interne. Les gens avaient par le passé l'avantage d'aller suivre une formation dans les pays d'Europe de l'Est où 57 personnes au total ont été formées.

Le Ministère du Tourisme qui était rattaché au Ministère de l'Agriculture était créé dans les années 90 après les premières élections de 1994. Par conséquent, les données présentées concernent la période 2004 – 2005. Au total quatorze personnes étaient formées au niveau de l'enseignement supérieur dans des pays tels que la Tanzanie, l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni et le Portugal. Il y avait en tout 22 personnes formées.

Les informations du Ministère de l'Agriculture concernent la période d'après 1996 puisque les données d'avant cette période sont inexactes. Les archives ne sont pas fiables puisque le Ministère est en cours d'organisation. Toutefois, il est vrai que des gens étaient formés dans les pays occidentaux et dans les pays de l'Est. Quarante-deux personnes au total ont été formées – soixante hommes et dix-neuf femmes. A part les pays que j'ai mentionnés, des pays tels que le Ghana, la Zambie, l'Espagne, la Suède, le Honduras, Macao, l'Australie, le Danemark, l'Inde, le Cap Vert, la Hollande, la Colombie et les Etats-Unis étaient cités. Seuls deux personnes ne sont pas revenues de leur formation aux Etats-Unis.

D'après le Ministère des Ressources Minières, environ 117 personnes ont été formées à l'étranger – quatre femmes et 113 hommes, bien que la période spécifique de la formation ne soit pas indiquée. Ils étaient pour la plupart formés dans les pays de l'Europe de l'Ouest.

Les données fournies par les divers ministères montrent que la formation des mozambicains s'est déroulée dans plusieurs pays du monde. Le pays a bénéficié de plusieurs expériences d'Amérique et d'Europe en passant par l'Asie. Il est difficile d'établir l'ampleur de la fuite des cerveaux pour le pays au cours de ces années de son indépendance car ni le recensement, ni les ministères n'ont enregistré ceux qui sont partis ou ceux qui sont revenus. Comme dans chaque pays africain, il n'existe pas de mécanisme pour documenter les migrants par la réalisation de l'éducation, ou par leurs compétences et leurs destinations qui pourraient aider le manque et l'insuffisance des données. En fait, les spécialistes et les fonctionnaires du gouvernement ne travaillent qu'avec des statistiques prévisionnelles.

Namibie

D'après Frayne et Pendleton (2003 : 7), la Namibie, dernier pays indépendant d'Afrique australe a commencé à connaître un accroissement de sa population rurale et urbaine à partir des années 90, avec le recensement effectué en 1991 qui indique que la population urbaine était de 32 % avec l'estimation de 40 % en 1996.

En ce qui concerne la situation transfrontalière, les données recueillies entre 1997 et 1998 aux postes frontières indiquaient la situation suivante :

Table 6: Legal cross border arrivals, 1997 and 1998

	1997	1998 (January to September)
Total Namibians arrivals	268,059	196,890
Total foreigners arrivals	604,175	493,340
Total arrivals	872,234	690,230

Source: Frayne and Pendleton 2003:13, (table 1.5)

Zambie

Le rapport de Black et autres indiquait que la Zambie avait une longue histoire de l'immigration dans le pays à travers l'arrivée de la main d'œuvre malawite et congolaise dans les mines de cuivre. La Zambie n'est ni un pays d'émigration ni d'immigration des pauvres. Les migrants étrangers ne représentent que 1 % de la population en 2000. En 1996, il n'y avait en Zambie que 328.188 personnes nées à l'étranger. Ce chiffre a chuté à 92.504 en 2000.

Les auteurs ont affirmé que le pays a connu une fuite de cerveaux des professionnels au cours de la dernière décennie, mais ce phénomène n'a pas eu de conséquences considérables ou sérieuses comme ce fut le cas en Zimbabwe ou en Afrique du Sud. Il n'existe pas d'informations systématiques sur l'ampleur de la fuite des cerveaux. Par exemple une étude estime que seuls 50 médecins sur les 600 formés en Zambie depuis l'indépendance sont encore dans le service de la santé publique.

5. La xénophobie

La Oxford advanced learner's dictionary a défini la xénophobie comme "une aversion ou une peur intensives des étrangers ou des ressortissants d'autres pays". Les migrants sont perçus comme des porteurs de maladie, des preneurs de travail et des auteurs de crime. En conséquence, la politique a tendance à se concentrer sur le contrôle et l'exclusion. Plusieurs études de la SAMP et des reportages radiotélévisés ont affirmé que les botswanais, les namibiens et les suds africains sont particulièrement intolérants à l'égard des non nationaux ; cette intolérance peut se manifester par des attaques physiques, y compris l'utilisation de chiens par la police.

La xénophobie a été officiellement reconnue comme problème majeur par l'état et des démarches ont été entreprises par le gouvernement et la Commission Sud africaine des Droits de l'Homme. Le gouvernement sud africain a récemment créé une unité anti xénophobie^{xiii}, établie au sein du Département National de l'Immigration du Bureau Principal des Affaires Intérieures. L'unité vise à inculquer la culture des droits de l'homme afin de prévenir et d'enrayer la xénophobie de façon dynamique en partenariat avec d'autres acteurs.

Theresa van der Merwe, conseillère de la ville de Johannesburg, a déclaré^{xiv} que le conseil a créé un bureau pour s'occuper des problèmes des migrants. "Il s'agit d'aider les migrants avec des informations. Lorsque les femmes viennent en Afrique du Sud, elles sont exploitées et maltraitées. Ce bureau est censé leur fournir des informations. Certaines des femmes viennent ici parce qu'elle n'ont pas le choix."

6. Conclusions

La région d'Afrique australe a une longue histoire de migration inter régionale de travail qui date du milieu du 19^e siècle. La fin de l'Apartheid en Afrique du Sud et l'intégration au sein

de la SADC ont accru les flux transfrontaliers vers ce pays qui est perçu par plusieurs habitants de la région subsaharienne comme un paradis.

Alors que les déplacements internes et transfrontaliers ont accru dans la région, un mouvement parallèle de personnes qualifiées s'est produit sur le plan interne et vers l'étranger. Des études existantes indiquent que l'Afrique du Sud et le Zimbabwe sont les pays les plus affectés. Ceci montre manifestement une face de l'histoire puisque dans ces pays, la situation paraît plus évidente en raison tout d'abord des statistiques recueillies et ensuite de la crise politique et économique. La plupart des données que j'ai utilisées pour ce rapport proviennent de sources erratiques puisque les pays ne disposent pas de registres sur leurs citoyens.

La région d'Afrique australe a connu des guerres civiles et des crises politiques et économiques ; par conséquent, elle a assisté à une augmentation drastique de sa population de réfugiés. Si dans un passé récent la Tanzanie, la Zambie, le Malawi, le Zimbabwe et le Swaziland accueillait des réfugiés venus du Mozambique, aujourd'hui la nouvelle destination des réfugiés semble être l'Afrique du Sud et dans une moindre mesure ses voisins, bien que la Zambie et la Tanzanie continuent à jouer leur rôle de terre d'accueil des réfugiés. Le Mozambique, un pays qui avait l'habitude de produire des réfugiés pendant plus de vingt ans, y compris la période de la guerre de libération, (10) et de guerre civile (16), est devenu un pays d'accueil des réfugiés.^{xv}

Les spécialistes et politiciens se sont efforcés d'analyser la question et de faire des recommandations pour y mettre fin : la migration est-elle une entrave ou une tactique au développement. Si elle est une tactique, elle ne saurait être perçue comme une initiative du gouvernement mais plus important encore comme une 'initiative des populations' pour trouver plusieurs voies de survie étant donné qu'elles ont été exposées à la pauvreté, à l'instabilité politique, aux catastrophes naturelles et ont perdu tout espoir en leurs gouvernements. Tous ces mouvements ont été favorisés soit par les liens d'affinité ou par la longue histoire de la migration de travail vers les mines et les plantations sud africaines dans lesquelles les agents de recrutement ont joué un important rôle. Malheureusement, certains migrants ne se sont pas conformés aux processus réguliers et une fois arrivés dans le pays d'accueil, ils se trouvent exposés aux mauvais traitements et les locaux les perçoivent comme des preneurs d'emploi. En fait la stratégie de migration est considérée comme la panacée de tous les problèmes. Les spécialistes ont affirmé que la pauvreté n'est pas uniquement un problème de mal gouvernance, mais aussi une conséquence des différents processus mondiaux dans lesquels l'Europe et l'Amérique ont une lourde responsabilité.

La présente communication vise à discuter l'évolution de la migration internationale dans la région d'Afrique australe et de discuter l'actuelle dimension de la recherche. Ainsi, tout au long de la communication, je ferai usage de plusieurs études de cas pour montrer les tendances et les rôles joués par la République sud africaine en sa qualité de plaque tournante de la région. La présente communication analyse l'Afrique australe comme une région définie en fonction de ses frontières économiques et politiques et par la Communauté de Développement de l'Afrique australe. Ceci comprend des études menées par le Projet de Migration d'Afrique australe au Botswana, au Lesotho, au Malawi, au Mozambique, en Namibie, en Afrique du Sud, au Swaziland et au Zimbabwe.

Le Projet de Migration d'Afrique australe a effectué un travail considérable en matière de recherche sur les questions liées à la migration. Il a été mis en place dans 8 régions d'Afrique australe avec la ville de Johannesburg comme siège régional. Environ 44 Séries de la Politique de migration ont été publiées, des cours de formation sur la migration et la gestion ont été organisés dans la région. Le MIDSA a beaucoup travaillé avec la SAMP ainsi que plusieurs politiques d'immigration de ces pays. Plusieurs thèmes ont fait l'objet de recherche, notamment le VIH, le

commerce transfrontalier, les transferts, la main d'œuvre, la fuite des cerveaux et la xénophobie. Malgré cet important travail, la SAMP a ses faiblesses qui sont liées au déséquilibre concernant la recherche sur les anglophones, lusophones et francophones.

7. Etudes de la migration : perspectives.

Les informations de base sur les causes, les conséquences et les impacts de la migration se sont considérablement accrues au cours des dernières années. L'Afrique du Sud a particulièrement fait l'objet d'importantes recherches dans le domaine, beaucoup plus que les autres pays. Il convient de renforcer les capacités à long terme du gouvernement en matière de collecte d'informations nationales représentatives de la migration au niveau des ménages. L'étude nationale effectuée à intervalles régulières auprès des ménages sur la migration permettrait de recueillir des données inestimables sur la migration/rapports avec la pauvreté et favoriserait le suivi du changement qui interviendra avec le temps. Les services nationaux de la statistique qui travaillent en collaboration sur le plan régional seraient la meilleure tribune pour mener à bien une telle aventure. (Black et autres, 2006:82).

Décision relative à la migration.

Ce problème abordé dans plusieurs documentations est que l'instabilité d'un pays, sur le plan national et international a poussé plusieurs de ses habitants à aller chercher ses moyens de subsistance ailleurs. De plus, malgré l'intérêt accordé à la migration et la reconnaissance de l'ampleur qu'elle prend, le phénomène comporte toujours des lacunes :

a) Questions de recherche.

La féminisation de la migration a donné un nouveau visage aux flots de la migration. L'une des questions qui m'ont donné à réfléchir en tant que chercheur est : pourquoi les gens ont-ils décidé à ne pas partir malgré leur état de pauvreté ? Sont-ils confrontés à des contraintes financières ? Pourquoi ne pas se pencher sur les raisons qui les ont motivées afin de voir le revers de la médaille ?

b) Données :

- 1 Les études effectuées dans les pays lusophones et francophones d'Afrique australe doivent faire l'objet davantage de recherche et aborder des thèmes spécifiques de recherche qui prennent en compte leur contexte historiques.
- 2 Une surveillance des postes frontières aidera à avoir des chiffres exacts sur les personnes qui traversent les frontières et les raisons de leurs passages.

c) Formation

Il faudrait conduire des programmes réguliers de formation avec les agents de l'immigration, les gardes-frontières ainsi que les services des douanes pour la collecte et l'utilisation des données.

Notes

ⁱ Par: Inês M. Raimundo, Université Eduardo Mondlane, Faculté des Lettres et Sciences humaines, Centre pour les Etudes Démographiques (CED) et le Département de Géographie, Maputo, Mozambique. E-mail: inesmacamo@yahoo.co.uk

-
- ⁱⁱ Elle intervenait lors d'un séminaire d'une journée ayant pour thème "Femmes Immigrées et Impact des transferts dans la Région de la SADC" qui a réuni quelques 30 chercheurs et activistes de la société civile autour des 14 pays membres de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC). Le séminaire s'est tenu (le 30 mai 2007) au centre commercial sud africain de Johannesburg
- ⁱⁱⁱ Un participant de la réunion ci-dessus indiquée.
- ^{iv} Commission Mondiale sur les Migrations Internationales
- ^v Certaines des conclusions de ma thèse de Doctorat.
- ^{vi} Dès 2004, SAMP a publié le rapport No1 de MIDSA. Ce rapport a été organisé par le Prof. Jonathan Klareen, Professeur de Droit à l'Université de Witwatersrand, Johannesburg, AS et par le Prof. Bonaventure Rutinwa, Maître de Conférence en Droit à l'Université de Dar-es-Salaam
- ^{vii} WENELA- Organisation des Travailleurs des Mines de Witwatersrand et TEBA- Le Bureau de Placement d'Afrique
- ^{viii} Migrations, Rentes et Développement en Afrique du Sud, Pendleton et al 2006
- ^{ix} Rapport 2006, non publié de SAMP sur l'Observation Frontalier et Transfrontalier
- ^x Université George Town, Washington, DC, Novembre 2007
- ^{xi} Une étude commandée par le Conseil de l'Enseignement Supérieur en vue d'évaluer la mobilité des enseignants du supérieur au Mozambique. Environ douze universités et instituts supérieurs ont pris part à cette étude
- ^{xii} Une enquête de Base sur les Capacités Potentielles de SAMP a été menée en 2003 dans six Pays d'Afrique Australe, à savoir : Botswana, Lesotho, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland et Zimbabwe en 2003, utilisant le même questionnaire et méthodologie. Environ 10.000 étudiants ont fait objet de l'enquête, dont 1.201 du Botswana, 1.036 du Lesotho, 893 de la Namibie, 4.532 d'Afrique du Sud, 1.031 du Swaziland et 1.050 du Zimbabwe.
- ^{xiii} Informations données par un cadre supérieur du Département des Affaires Intérieures d'Afrique du Sud, lors de la publication de la Loi sur l'Immigration, 2000 en Afrique du Sud au cours de la réunion de Maputo, le 29 mai 2007.
- ^{xiv} Elle intervenait lors d'un séminaire d'une journée intitulé "Les Femmes Immigrées et l'Impact des Rentes dans la Région de la SADC" qui a réuni quelques 30 chercheurs et activistes de la société civile autour des 14-membres de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC). Le séminaire s'est tenu (le 30 mai 2007) au centre commercial d'Afrique du Sud de Johannesburg.
- ^{xv} Par exemple, le rapport 2005 de CEMIRDE et de CEP indiquait qu'en 2001 il y avait 6.489 réfugiés dans le camp de Réfugiés de Maratane et en 2004 ils étaient 1.988 (CEMIRDE et CEP 2005, tableaux 6 et 7).

8. References

African Union – Social Affairs Department, 2006, *The State of the African Population Report 2006: Population dynamics – Implications for achieving the Millennium Development Goals*. September 2006.

Black, R. et al, 2006, Migration and development in Africa: An overview, In African Migration and Development Series No.1, Southern African Migration Project, IDASA, Cape Town.

Borjas, G.J. and J. Crisp, 2005, *Poverty, international migration and asylum: Introduction*. In Poverty, international migration and asylum: Introduction, Studies in development economics and policy series, United Nations University – World Institute for Development Economics Research, Palgrave Macmillan, Houndmills, UK, pg 1-14.

Boswell, C. and J. Crisp, 2004, *Poverty, international migration and asylum*, United Nations University – World Institute for Development Economics Research.

Brown, M., D. Kaplan and Jean-Baptiste Meyer, 2002, *The Brain drain: an outline of skilled emigration from South Africa*. In destinations unknown: perspectives on the drain brain in

Southern Africa. Edited by David A. McDonald and Jonathan Crush, Africa Institute of South Africa and Southern Africa n Migration Project, Pretoria, pg 99-137.

Castles, S. and S. Loughna, 2005, Trends in asylum migration to industrialized countries, 1990 - 2001, In Poverty, international migration and asylum: Introduction, Studies in development economics and policy series, United Nations University – World Institute for Development Economics Research, Palgrave Macmillan, Houndmills, UK, pg 39-69.

CEMIRDE and CEP 2005, Condições de vida dos refugiados de Maratane (Nampula) e cidade de Maputo, unpublished report, Maputo.

Chikanda, A., 2005, *Medical leave: the Exodus of health professionals from Zimbabwe*. Jonathan Crush editor, The Southern African Migration Project, Migration Policy Series No 34, IDASA, Cape Town.

Curtain, P., 1996, the colonial economy, in *African History – From earliest times to independence*: Longman, London, Second edition, chapter 17, p 446-464.

Crush, J., W. Pendleton and D. S. Tevera, 2005, Degrees of uncertainty: Students and the Brain Drain in Southern Africa, in series editor: Jonathan Crush, Published by IDAS, SAMP, Migration Policy No.35, Cape Town.

Fierman, S., 1996, Social change in colonial Africa, in *African History – From earliest times to independence*: Longman, London, Second edition, chapter 19, p 491-508.

Freund, B., 1984, the Making of contemporary Africa: the Development of African society since 1800, Indiana University Press, Bloomington, p251.

Harris, P., 1994, Work, culture, and identity: Migrant laborers in Mozambique and South Africa, c. 1860 – 1910. Social History of Africa, Series editors: Allen Isaacman and Jean Hay, Witwatersrand University Press, Johannesburg, Pg303.

INE 1999, II Recenseamento geral da População e Habitação, Moçambique, Maputo.

Klareen, J. and B. Rutinwa, 2004, Migration Dialogue for Southern Africa (MIDSA) - Towards the harmonization of the immigration and refugee Law in SADC. Editor Jonathan Crush, SAMP, report No 1, Unwembi Communications, Cape Town.

Labonte, R. et al, 2006, The Brain Drain of health professionals from Sub-Saharan Africa to Canada, Editor Jonathan Crush, African Migration and Development Series, No2., Southern African Migration Project, Cape Town.

Lincoln, D. and C. Mararike, 2000, Southward migrants in the far north: Zimbabweans farmworkers in Northern Province. In *Borderline farming: foreign migrants in South African commercial agriculture*. Jonathan Crush editors, Published by IDASA, Cape Town, Migration Policy Series No.16.

MacDonald, D.A. and J. Crush, 2002, *Thinking about the Brain Drain in Southern Africa*, In *Destinations unknown: Perspectives on the Brain Drain in Southern Africa*. Edited by David A. McDonald and Jonathan Crush, Africa Institute of South Africa and Southern Africa n Migration Project, Pretoria, pg 1-17.

Mattes, R. and W. Richmond, 2002, *The Brain drain: what do skilled South Africans think?* In *Destinations unknown: Perspectives on the Brain Drain in Southern Africa*. Edited by David A. McDonald and Jonathan Crush, Africa Institute of South Africa and Southern Africa n Migration Project, Pretoria, pg 17-46.

Oliver, R. and Anthony Atmore, *Africa since 1800*. Cambridge University Press, Third edition, Cambridge, 372 pgs.

Pendleton, W. et al 2006, *Migration, remittances and development in Southern Africa*, Jonathan Crush editor, Southern African Migration Project, Migration Policy Series No.44, IDASA, Cape Town,

Roberts, B, 2007, *A Migration audit of poverty reduction strategies in Southern Africa*, Editor Jonathan Crush, MIDSA report No.3, Southern Africa Migration Project, Cape Town.

Siteo, E., 2001, *Labour markets and migration in Mozambique*, in *Migration and Development in Southern Africa*, edited by Khabele Matlosa, SAPES Trust, Harare, pg 281-299.

TEBA, LTD, 2006, Annual report. Unpublished report, Maputo.

Thompson, L., 1996, *Southern Africa to 1975*, in *African History – From earliest times to independence*: Longman, London, Second edition, chapter 9, p 242-265.

FNUAP 2006, *State of world population in 2006, a passage to hope: Women and international migration*.